

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2002/8
8 février 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'EUROPE**

**ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS**

**COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)**

**Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE
sur la comptabilité nationale**
(Genève, 24-26 avril 2002)

COHÉRENCE DES MICRODONNÉES

Communication sollicitée émanant du Central Statistics Office d'Irlande*

Introduction

1. L'économie irlandaise s'est développée rapidement ces dernières années. Une caractéristique particulière de ce développement est l'influence exercée par les entreprises d'investissement direct étranger. De ce fait, les statisticiens ont dû notamment prendre en considération un certain nombre de pratiques commerciales complexes qui sous-tendent les données communiquées. L'une des mesures particulièrement importantes prises par le Central Statistics Office (CSO) pour faire face à ce problème est la création d'une unité chargée de la cohérence.
2. Cette unité a été instituée au milieu des années 90 pour examiner la cohérence des diverses statistiques communiquées par les grandes entreprises. Il existe, dans le système statistique irlandais, quelques caractéristiques importantes qui facilitent l'analyse de la cohérence:
 - Le CSO publie les données sur le commerce de biens et services marchands et les données de la balance des paiements (à partir d'enquêtes statistiques), ce qui signifie que lorsque des corrections sont nécessaires, elles peuvent être appliquées à la source la plus appropriée;

* Document établi par M. Bill Keating du Central Statistics Office d'Irlande.

- L'accès exceptionnel du CSO aux données comptables des sociétés détenues par les Revenue Commissioners (autorités fiscales) permet une comparaison détaillée des calculs de l'excédant d'exploitation des grandes sociétés avec les données sur le revenu du capital de ses sociétés telles qu'elles ressortent de la balance des paiements. Ainsi, on peut rapprocher l'excédent d'exploitation et les sorties de revenu primaire à un niveau très détaillé, de manière à pouvoir équilibrer les calculs du PIB et du RNB dans le cas des sociétés «soumises à un contrôle de cohérence».

Renseignements d'ordre général sur l'économie irlandaise

3. En Irlande, deux méthodes sont utilisées pour mesurer le PIB aux prix courants. Il s'agit de la méthode du revenu et de la méthode des dépenses. On considère que le niveau officiel du PIB est la moyenne des deux mesures. Les composantes des deux estimations apparaissent sans ajustement dans la publication nationale et on calcule le solde comptable qui correspond à la moitié de la différence entre les deux estimations. On obtient ainsi le montant duquel on doit ajuster les deux mesures pour déterminer la valeur finale du PIB.

4. La mesure du revenu a toujours été considérée comme la meilleure mesure du PIB pour l'Irlande, essentiellement parce que les statisticiens ont l'avantage d'avoir accès, à des fins statistiques, aux fichiers relatifs à l'impôt sur les sociétés (dans le cas des entreprises constituées en sociétés) et aux fichiers relatifs à l'impôt sur le revenu (dans le cas des indépendants). Les données comptables fournies pour étayer les déclarations fiscales contiennent toutes les informations nécessaires pour calculer des estimations fiables de l'excédent d'exploitation tant pour les entreprises constituées en sociétés que pour les autres entreprises.

5. Traditionnellement, la mesure des dépenses ne donne pas des résultats aussi fiables s'agissant de la consommation des ménages, en particulier, quoique sa fiabilité se soit beaucoup améliorée ces dernières années. À ce stade, la mesure des dépenses est beaucoup plus fortement influencée par les exportations et importations totales de biens et de services, la valeur globale de ces deux flux représentant environ 175 % du PIB en 2000.

6. Pour replacer le présent document dans son contexte, il convient également de mentionner quelques faits saillants relatifs à l'économie irlandaise. Au cours des années 80 et 90, on a enregistré de fortes variations des taux de croissance en Irlande. De 1980 à 1987, le PIB s'est accru en moyenne d'environ 2 % par an mais cette croissance s'est accélérée pour atteindre 6 % en moyenne au cours des trois années allant de 1988 à 1990. Au début des années 90, les taux de croissance se sont de nouveau relativement ralentis (pour s'élever en moyenne à juste un peu plus de 2,5 % de 1990 à 1993) mais ensuite la croissance économique a vraiment démarré avec une augmentation de 5,8 % en 1994 et un taux de croissance de plus de 7 % pour chacune des années consécutives jusqu'à 2000.

7. L'un des principaux facteurs à l'origine des bons résultats économiques de l'Irlande depuis un certain nombre d'années est l'influence de l'investissement direct étranger. Son importance peut être évaluée à partir de quelques exemples simples. En 2000, les exportations des 10 entreprises d'investissement direct étranger qui enregistraient les plus fortes valeurs en matière totalisaient 27,1 milliards de livres soit un peu plus du tiers de la valeur totale des exportations de biens et de services. D'autre part, les importations de biens et de services de ces 10 entreprises représentaient 18,1 milliards de livres, soit 28 % du total. Une étude spéciale

portant sur 1998 a montré que les 34 principales entreprises (toutes celles dont les exportations dépassaient 200 millions de livres) comptaient directement (c'est-à-dire sans effets multiplicateurs) pour environ 10 milliards de livres dans un PIB total de 61 milliards de livres pour l'année en question et pour environ 3 milliards de livres dans un PNB total de 53 milliards de livres. Le tableau 1 décrit l'évolution générale du PIB de l'Irlande depuis 1990.

Tableau 1: Principales composantes du PIB (mesure des dépenses)
à prix constants de 1995

en millions d'euros

Agrégat de la comptabilité nationale	1990	1995	2000
Consommation des ménages	25 077	29 461	42 895
Consommation des administrations publiques	6 948	7 856	10 125
Formation de capital	8 913	9 529	17 824
Exportations	22 055	40 224	87 783
Importations	-21 357	-34 202	-73 714
Écarts statistiques	247	-171	-461
PIB à prix constants de 1995	41 883	52 697	84 452

Unité chargée de la cohérence

8. En 1994, peu après l'introduction au sein de l'Union européenne du système Intrastat pour la collecte des statistiques du commerce extérieur, les estimations de la croissance économique publiées par le CSO ont fait l'objet de nombreuses critiques. Bon nombre d'économistes considéraient que la croissance pour 1993 était certainement surévaluée et que, peut-être en raison du passage au système Intrastat, il se pouvait que les données sur le commerce soient incompatibles avec d'autres séries statistiques.

9. Le CSO a examiné les diverses données statistiques reçues des principales entreprises et a débattu de leur cohérence directement avec des cadres de bon nombre d'entre elles. Cette étude a confirmé que les statistiques étaient exactes de manière générale, tout en révélant que des corrections s'imposaient, dans certains cas, aux fins de la balance des paiements pour tenir compte des pratiques commerciales et comptables de plus en plus complexes adoptées par certaines des grandes entreprises.

10. L'étude en question a été sensiblement facilitée par l'introduction du système Intrastat en 1993. Auparavant, seules les autorités compétentes avaient connaissance des différentes transactions douanières. Le nouveau système signifiait que pour la première fois, les informations sur les importations et les exportations des divers négociants seraient désormais mises à la disposition du CSO. Pour exploiter pleinement ces informations, le CSO a créé une unité spéciale chargée de la cohérence dans le cadre de la comptabilité nationale pour vérifier de manière suivie la cohérence des données sur le commerce extérieur avec d'autres données de la comptabilité nationale dont on dispose au sujet des principales sociétés.

11. L'unité chargée de la cohérence rassemble une large gamme de données concernant les 50 principaux exportateurs, notamment sur les variables suivantes: chiffre d'affaires mensuel, chiffre d'affaires annuel, achats, stocks, importations, exportations, valeur ajoutée, importations et exportations de services et bénéfices comptabilisés dans la balance des paiements. Un nombre limité de variables est comparé chaque trimestre, mais les examens plus fouillés ne peuvent être effectués que sur une base annuelle puisque les résultats du recensement détaillé de la production et la comptabilité fiscale de chaque société ne sont disponibles qu'une fois par an.

12. La majorité des grandes sociétés exportent la totalité de leur production et importent aussi la plupart de leurs matières premières. Il est donc possible d'avoir une image cohérente de la situation de chaque société, en comparant le chiffre d'affaires aux exportations, les achats aux importations, les dépenses de recherche-développement, les droits d'auteurs et d'autres paiements de services substantiels aux importations de services enregistrées dans la balance des paiements. Enfin, les données sur la valeur ajoutée telle qu'elle ressort des sources statistiques peuvent être comparées aux données sur l'excédent d'exploitation basées sur les déclarations d'impôts.

13. Lorsque les données paraissent incohérentes, la société concernée est contactée, et il arrive très fréquemment que des représentants du CSO se rendent sur place pour déterminer les raisons des problèmes éventuels. Lors de ces visites, ils ont habituellement des entretiens prolongés et approfondis, avec les hauts responsables des finances de la société, sur tous les aspects de la société, depuis sa structure juridique jusqu'aux détails des arrangements commerciaux et de la politique des prix, y compris les questions intéressant l'activité entre les filiales. D'ordinaire, ces visites sont suivies de plusieurs contacts ultérieurs pour bien cerner quels sont les éléments pris en compte dans les différentes statistiques communiquées.

14. On a repéré divers facteurs à l'origine des incohérences des données, allant de simples erreurs ou problèmes de chronologie à une mauvaise interprétation des informations statistiques communiquées ou, dans les cas les plus précis, à la complexité des arrangements commerciaux qui se traduisent par des différences dans l'enregistrement des données selon le relevé statistique considéré. Chaque question est traitée au cas par cas et des corrections sont apportées en conséquence, soit aux statistiques du commerce, soit aux autres statistiques communiquées.

15. Dans certains cas, des traitements différents peuvent être appliqués à la même opération au sein d'une entreprise parce que ce sont des unités distinctes de l'entreprise qui se chargent de la communication des statistiques (le service des expéditions, voire un agent d'expédition, pour les statistiques sur le commerce extérieur, et le service de la comptabilité pour les données sur le chiffre d'affaires, par exemple).

16. En 1999, les sociétés, dont les opérations ont été examinées au cas par cas pour contrôler l'exactitude et la cohérence des données correspondantes, représentaient les proportions indiquées ci-après des exportations et des importations et de l'excédent d'exploitation des sociétés:

Tableau 2. Couverture de l'étude de cohérence (1999)

Agrégat de la comptabilité nationale	Valeur totale en 1999 (en millions d'euros) A	Valeur que représentaient les sociétés dont les opérations ont été vérifiées au cas par cas (en millions d'euros) B	B en % de A
Exportations	76 765	42 951	56 %
Importations	64 729	24 788	38 %
Excédent d'exploitation des sociétés	25 674	12 295	48 %

Pratiques commerciales

17. De toute évidence, il est important pour tous les pays d'obtenir des statistiques cohérentes pour les grandes entreprises. Dans le contexte irlandais, l'importance relative des principales entreprises rend cette nécessité encore plus cruciale. On trouvera ci-après quelques exemples des pratiques commerciales particulières influant sur cette cohérence. Il est manifestement nécessaire, à titre de simple exemple, de veiller à ce que la valeur attribuée aux exportations soit la même que celle indiquée dans le chiffre d'affaires d'une entreprise et, par conséquent, reflétée dans ses bénéfices. Cela peut paraître évident mais ce n'est en aucun cas un problème négligeable. Parmi les éléments qui peuvent entraîner des complications, il convient de citer:

- **Les rabais**

À certains moments (généralement à la fin de la période comptable), une entreprise peut accorder des rabais à sa clientèle. Un problème se pose parce que ces rabais n'interviennent pas (et ne sont donc pas comptabilisés) au moment de l'opération initiale. Au départ, les exportations sont évaluées tout à fait correctement conformément aux règles établies en matière de communication des statistiques sur le commerce extérieur et ces données sont parfaitement conformes à celles sur les chiffres d'affaires communiqués au même moment. Les rabais doivent donc être pris en compte par le système statistique pour avoir une image d'ensemble exacte. La source la plus évidente d'information sur les rabais de cette nature sera une comparaison des données sur le chiffre d'affaires mensuel avec les données globales annuelles.

- **Commerce triangulaire**

Un fabricant vend des marchandises à un distributeur du pays A. Cette entreprise les revend ensuite à un client du pays B. Cependant, il se peut que les marchandises soient expédiées directement à B et comptabilisées dans les données d'exportation au prix final. Il est clair qu'à des fins statistiques, une partie de ce prix devrait être attribuée au distributeur du pays A. Dans ce cas aussi, le système statistique doit être en mesure d'effectuer l'ajustement nécessaire pour que les recettes qui, en définitive, reviennent aussi bien au fabricant qu'au distributeur (dans le pays A) soient correctement comptabilisées.

- **Biens en consignation**

Des marchandises sont exportées en vue d'être stockées à l'étranger et vendues en fonction de la demande. Dans la pratique, ces biens sont comptabilisés dans le commerce de marchandises comme exportations, au moment où ils franchissent la frontière. Si le propriétaire de ces marchandises reste le même, la valeur correspondante doit être déduite des exportations dans la balance des paiements. La formule la plus simple à cette fin est la comparaison avec le chiffre d'affaires.

- **Commerce par l'intermédiaire d'un commissionnaire**

Selon cet arrangement, les entreprises, au lieu de faire appel à des filiales chargées de la distribution à l'étranger qui font office d'intermédiaires, vendent directement leurs marchandises au client final, celui-ci ayant été contacté par une société locale de distribution qui perçoit en contrepartie une commission d'un montant convenu. Le passage de la vente par le truchement des filiales à ce genre de modalité peut entraîner, du jour au lendemain, des augmentations du chiffre d'affaires et des exportations qui sont ensuite équilibrées par des importations de services (commissions) de sorte que la valeur ajoutée comptabilisée pour l'entreprise reste la même. Pour les statisticiens, ce qui importe avant tout c'est de faire en sorte que les nouveaux paiements de services soient pris en compte dans leur système de collecte des données.

18. L'analyse de la cohérence et les entretiens tenus à ce sujet avec les sociétés peuvent également être utiles pour déterminer la nécessité de procéder à d'autres ajustements des relevés statistiques lorsque par exemple des biens sont expédiés à des fins de réparation ou de transformation. Ces contacts permettent aussi de repérer les cas où des corrections doivent être apportées aux données commerciales pour remédier à des erreurs ou des interprétations fallacieuses. Par exemple, il arrive que des évaluations erronées soient enregistrées et notamment qu'une société oublie de convertir en livres irlandaises (jusqu'à la fin de 2001) des valeurs libellées en monnaie étrangère. Dans d'autres cas, il se peut même que certaines importations ou exportations ne soient pas comptabilisées du tout, en raison d'une confusion entre la société et l'agent d'expédition. Il arrive aussi que des marchandises importées de l'extérieur de l'Union européenne, et transitant, sous contrôle douanier, par un autre État membre, soient comptabilisées deux fois et figurent à la fois dans les statistiques d'Intrastat et dans les statistiques SAD.

19. Ce ne sont que quelques exemples des problèmes auxquels on se heurte actuellement lorsque l'on s'efforce de mesurer une économie complexe, ouverte et en rapide mutation. L'un des problèmes rencontrés à cet égard est que lorsque l'on veut apporter des ajustements aux données en question, ils ne peuvent pas toujours être effectués au moment de la publication des résultats des séries statistiques de base. Les changements sont souvent opérés à posteriori sur la base de comparaisons avec d'autres sources de données et d'entretiens ultérieurs avec les entreprises intéressées. Dans d'autres cas, par exemple lors du passage au commerce par l'intermédiaire d'un commissionnaire, dont il est fait état plus haut, les agrégats du commerce peuvent être modifiés du jour au lendemain pour des raisons comptables. Pour des raisons de cet ordre, des séries telles que les données sur le commerce extérieur n'aident guère à prévoir la valeur finale des agrégats de la comptabilité nationale mais ceci est inévitable. La publication,

en temps voulu, de statistiques de la balance des paiements tenant compte de bon nombre de ces ajustements revêt d'autant plus d'importance.

Travaux futurs

20. À ce jour, cet exercice s'est limité aux mesures aux prix courants. Il sera plus ardu de transposer les leçons acquises en méthodes appropriées pour traiter des comptes à prix constants. Il est difficile d'envisager la possibilité de produire des estimations à prix constants pour les différentes entreprises tout en harmonisant tous les flux de données pertinents dans ce contexte. Toutefois, les contacts déjà noués avec les entreprises pourraient être intensifiés dans le but d'acquérir une meilleure compréhension tant des entrées que des sorties ainsi que des mesures appropriées des prix à utiliser.

21. Bon nombre des grandes entreprises d'Irlande sont concentrées dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le CSO est en train de mettre au point des indices des prix hédoniques pour les produits de ce secteur. Cependant, il ne sera pas possible de les utiliser pour établir des mesures à prix constants de la production de cette branche d'activité tant que l'on ne disposera pas d'indices des prix correspondants pour les facteurs de production. Sans ces derniers indices, une mesure de la valeur ajoutée à prix constants ne serait évidemment pas valable. Le facteur supplémentaire pour assurer la cohérence sera, dès lors, l'application des prix correspondants aux exportations et importations pertinentes. Pour déterminer à quels produits il conviendrait d'appliquer ces prix, l'expérience acquise dans le cadre du contrôle de cohérence sera extrêmement utile.

Conclusions

22. De manière générale, l'Irlande a retiré des enseignements positifs de cette procédure de contrôle de la cohérence. Bien entendu, le fait que l'Irlande soit un petit pays comptant, par conséquent, un nombre restreint d'acteurs principaux, a été un facteur favorable à cet égard. Les études entreprises ont eu un certain nombre de retombées utiles. En premier lieu, elles ont manifestement aidé à garantir la compatibilité des données de base et à empêcher qu'il y ait entre les mesures des revenus et des dépenses du PIB aux prix courants des divergences dues à des problèmes posés par les grandes entreprises. En second lieu, les contacts avec les cadres des entreprises ont permis au personnel du CSO de mieux comprendre les comptes des sociétés et leurs pratiques commerciales, et, partant, de se fonder sur ses informations pour prendre en connaissance de cause des décisions sur le traitement à appliquer dans le contexte de la comptabilité. Enfin, il y a lieu d'espérer que ces contacts aient aussi sensibilisé le monde des entreprises à l'importance des statistiques et à la nécessité de communiquer en temps voulu des données statistiques précises.
